Les cahiers du progrès social

INDUSTRIE

Pas de progrès social ni écologique sans industrie

PCF
Parti communiste français

Un nouveau progrès social pour la France

États généraux du progrès social - 3 février - Paris

La politique d'Emmanuel Macron vise à casser les piliers de notre modèle social au profit du capital financier :

- la nouvelle *loi travail* va faciliter les licenciements et développer la précarité
- la suppression massive des cotisations sociales est une attaque inédite contre la Sécurité sociale
- la réforme de l'assurance chômage vise à baisser l'indemnisation et déresponsabilise les entreprises
- la formation professionnelle et les retraites sont également dans le colimateur du gouvernement
- les services publics sont mis à mal par la baisse des budgets publics et des dotations aux collectivités.

D'autres mesures sont gravissimes, comme la suppression brutale des contrats aidés, alors même que ces postes devraient être pérennisés dans des CDI ou titularisés, ou encore l'introduction de la sélection à l'université.

Dans le budget 2018, le gouvernement vient de faire un cadeau de plus de 20 milliards d'euros aux plus riches et aux actionnaires, dont 3 milliards par la suppression de l'ISF. Un budget d'autant plus injuste qu'il baisse l'APL !

Pour les communistes, il est temps au contraire d'engager un nouveau progrès social pour la France
Il s'agit à la fois de prolonger les conquêtes sociales du siècle dernier, qui font toujours la force de notre modèle social, et de construire les nouvelles avancées sociales qui permettront de répondre aux enjeux du XXIe siècle. Nous voulons débattre avec vous des politiques alternatives à mener dans cinq domaines clés : le travail et l'emploi, l'industrie, les services publics, le logement et l'utilisation de l'argent.

Pour cela **nous avons élaboré des cahiers du progrès social, comme celui que vous avez entre les mains. Ce cahier thématique présente nos propositions et vous permet d'apporter votre contribution.** Quatre autres cahiers sont à votre disposition sur d'autres enjeux. Et vous pouvez aussi participer sur notre site internet **progres-social.pcf.fr**

LE 3 FÉVRIER PROCHAIN, nous organiserons à Paris une restitution des contributions recueillies partout dans le pays lors des **États généraux du progrès social**.

Pas de progrès social ni écologique sans industrie

Sans son industrie la France ne serait pas devenue l'une des nations les plus développées, et surtout elle n'aurait pas pu répondre, en toute indépendance, aux besoins essentiels de sa population : transports, énergie, télécommunications, agroalimentaire… Or, depuis trente ans, la part de l'industrie dans la richesse produite en France est passée de 20 % à 12 %. Ce déclin n'est pas le résultat d'une crise mais de choix délibérés soumis au mythe de la société postindustrielle : oui, c'est bien le choix du capitalisme financier, du financement par les fonds de pension, de la rémunération folle des actionnaires qui a conduit à cette désindustrialisation.

Avec Emmanuel Macron ce choix du « *laisser faire* » et de la finance s'aggrave et accélère la destruction d'outils industriels les plus performants. Avec la vente d'Alcatel-Lucent à Nokia, celle d'Alstom Energies à General Electrics, le passage du TGV français sous contrôle de Siemens, ou encore le rachat des chantiers navals de Saint-Nazaire par Fincantieri, ce ne sont pas des industries vieillissantes mais bel et bien des technologies de pointe et porteuses d'avenir que nous abandonnons.

…/…

Pas de progrès social ni écologique sans industrie

.../...

Cette logique ultralibérale favorisant le moins-disant social et environnemental et qui conduit à produire à l'autre bout de la planète ce dont nous avons besoin ici, a des conséquences catastrophiques sur l'emploi : un demi-million d'emplois industriels ont été détruits entre 2007 et 2015. Mais au-delà des conséquences immédiates et douloureuses sur nos vies, nos régions sinistrées, c'est aussi notre avenir collectif qui se dérobe : sans industrie, en liaison avec un développement de la recherche et des services, pas de progrès social... Pas de production d'énergie décarbonée, pas de sortie de l'économie du « jetable », pas d'infrastructures numériques, pas de chimie verte, pas de politiques de santé, pas de véhicules propres…

Il ne peut y avoir de lutte contre le réchauffement climatique, de politique énergétique, d'aménagement, ou de transport sans les moyens industriels de les mettre en œuvre, sinon les élu.e.s, de la commune à l'Europe sont condamnés à mettre en œuvre des politiques que les grands groupes industriels leur proposent sur l'étagère. Cette renaissance industrielle sera porteuse de coopération européenne et internationale à la mesure des défis à relever et avec le souci de mutualiser les coûts de recherche, en développement et en capital. ●

POUR LES COMMUNISTES, IL EST POSSIBLE ET URGENT DE S'ENGAGER POUR UN NOUVEAU PROGRÈS SOCIAL

Pour cela, nous devons nous organiser, nous rassembler pour dire STOP à Macron et à sa politique rétrograde, et construire ensemble l'alternative. C'est ce que nous vous proposons avec les **États généraux du progrès social**, à partir de propositions que nous mettons en débat grâce à cinq cahiers, la plateforme internet **progres-social.pcf.fr** et des centaines d'initiatives dans toute la France.

À vous de jouer !

UN POUR QUATRE

L'industrie est le seul secteur d'activité à générer 4 emplois induits par emploi créé. Réindustrialiser constitue donc un puissant moteur pour l'emploi.

Focus sur...

AIRBUS GROUP constitue une indéniable réussite, qui est le produit d'une coopération industrielle impulsée par la puissance publique grâce à un groupement d'intérêt économique (sans capital financier) : dix ans de carnet de commandes assurés, 130 000 salariés dont 60 000 en France et 66 milliards d'euros de chiffre d'affaires. Mais c'est aussi une entreprise qui se fragilise en choisissant le tout financier : le principal moteur de croissance des ventes reste l'A320 lancé il y a... trente-trois ans.
Quand Tom Enders, PDG d'Airbus Group déclare : « *Nous serons impitoyables sur la marge de 10 %* » pour les actionnaires, il est avant tout impitoyable avec l'emploi et la recherche.
Avec une telle stratégie, le choix du cash peut mener Airbus au crash.
Au contraire de cette logique, il faut renforcer la maîtrise publique du groupe et des programmes industriels (avion propre, Ariane VI...) Cela implique de s'émanciper des 74 % d'actionnaires privés flottants qui plombent l'avenir de l'entreprise groupe, et de faire d'Airbus le premier groupe industriel public européen, avec une participation majoritaire des États français et espagnol et des banques publiques des Länders allemands, et en réintégrant immédiatement la présence publique au conseil d'administration du groupe avec droit de vote (supprimée par la loi Macron).

AGIR TOUT DE SUITE...

- **Instaurer un moratoire sur les licenciements boursiers et ceux résultant de fermetures, délocalisation ou cession de sites.**
- **Interdire les LBO et les fonds vautours.**

4 CENTIMES CONTRE 40 000 €

**Imperial Tobacco (ex-SEITA) a fermé ses sites de Nantes et Riom.
40 000 euros par mois et par salarié sont versés en dividendes aux actionnaires.
4 centimes d'euro étaient dépensés en masse salariale sur un paquet de cigarette fabriqué à Nantes...**

« Changer de logique

- **Élaborer un plan de réindustrialisation** dans vingt filières stratégiques conduisant à la création d'un million d'emplois : énergies renouvelables, automobile propre, transports urbains et ferroviaires, rénovation thermique des bâtiments, agriculture paysanne, aérospatiale, la navale et le numérique. Développer l'économie de la réparation et des matières recyclées.
- **Création d'un pôle public bancaire** (Caisse des dépôts et consignations, Banque publique d'investissement, Banque postale, banques mutualistes et nationalisation de la BNP Paribas et de la Société générale) pour peser sur l'orientation du crédit au service notamment de la reconquête industrielle sur des critères sociaux et environnementaux favorisant l'investissement dans l'emploi et la recherche.
- **Transformer les pôles de compétitivité** en pôles technologiques de coopération pour substituer à la mise en concurrence des équipes de recherche une véritable mutualisation et coopération.
- **Instaurer la propriété sociale des brevets** comme communs inaliénables du collectif des travailleurs de l'entreprise.
- **Agir pour créer des groupes publics européens** en matière d'énergie, de transport, de télécommunications, de recyclage et traitement des déchets, en médecine et dans l'aérospatiale.
- **Favoriser le développement du modèle coopératif**, de l'économie sociale et solidaire par la commande publique, en affectant une part obligatoire des dépôts des banques coopératives à son financement.

Consultez la proposition de loi sur internet :

UNE PROPOSITION DE LOI

Sur 17 000 entreprises de moins de cent salariés qui changent de propriétaire chaque année, bon nombre sont reprises par des acquéreurs dont la préoccupation première est l'accroissement de leur marge au détriment de l'emploi. Un bon moyen de s'opposer à ce gâchis est de donner la possibilité aux salariés de préempter prioritairement leur propre entreprise.

C'est le sens de la proposition de loi déposée par les députés communistes en 2015 : favoriser la reprise en SCOP par les salariés de leur entreprise ou commerce en voie de cession.

PARTICIPEZ

J'apporte ma contribution aux États généraux du progrès social :

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Contribution à remettre à un militant de votre quartier
ou à renvoyer à États généraux du progrès social,
PCF. 2, place du Colonel Fabien. 75019 Paris

.....

.....

.....

.....

.....

Participez : progres-social.pcf.fr

Il n'y a pas de meilleurs experts que nous-mêmes, citoyen-nes, travailleur-euses, pour définir l'intérêt général. Il ne suffit pas de lutter CONTRE la politique d'Emmanuel Macron. Il nous faut lutter POUR des propositions qui nous rassemblent et qui permettront de changer notre quotidien. C'est le sens des États généraux du progrès social qui se tiendront le 3 février à Paris. Soyons nombreux partout en France à participer à cette initiative.
Toute avancée sociale est le fruit d'une participation citoyenne !

❑ **Je souhaite être informé** des initiatives prises dans le cadre de cette campagne

Nom/prénom .....

Code postal .....Mail.....

Tél. .....

Les cahiers du progrès social

Contribution à remettre à un militant de votre quartier ou à renvoyer à États généraux du progrès social,
PCF. 2, place du Colonel Fabien. 75019 Paris

PCF
Parti communiste français